



Des alliances, mais pas de lune de miel : PS et PTB, des mariages forcés ?

Interview de Jean Faniel
par Anthony Marcou

Récemment, le PS et le PTB ont annoncé former une majorité pour diriger ensemble les communes de Mons, de Forest et de Molenbeek-Saint-Jean – avec Écolo dans le cas des deux premières entités. Cette alliance marque un tournant, alors que gouverner ensemble paraissait exclu pour ces partis de gauche au vu des discours tenus durant les récentes campagnes électorales de juin et d’octobre. La communication des dirigeants des deux partis quant à ces alliances est toutefois restée modeste et on ne peut guère parler de lune de miel. S’agit-il de mariages contraints et forcés à gauche ? Et pourquoi avoir conclu ces accords ?

13 mars 2024. Il ne le sait sans doute pas encore, mais Paul Magnette remporte (déjà) la palme de la *punchline* de la campagne électorale en s’en prenant aux « couillons » du PTB. Une formule (plus) choc pour faire passer un message inlassablement répété depuis des années : voter pour le parti de Raoul Hedebouw est inutile, il ne veut pas gouverner. 239 jours plus tard, le PS, leader à Mons, passe un accord de majorité avec Écolo et le PTB dans la cité du Doudou. Un moment historique pour le Parti du travail de Belgique, qui monte pour la première fois dans une majorité au sein de l’espace francophone.

Que s’est-il passé en un peu moins de sept mois ? Deux scrutins et une gauche fragilisée. C’est tout ? Non. Des remises en question, aussi. Au lendemain de l’échec aux élections législatives, certains cadres du PS questionnent la stratégie de diabolisation du PTB. « On s’est partiellement trompé d’ennemi lors de la campagne », admet notamment Thomas Dermine ¹. « En endiguant le phénomène PTB, on a créé un boulevard sur le centre », analyse-t-il. Dans l’entretien, il évoque également une « réflexion à avoir sur le fond et sur la forme ».

¹ L’Écho, 29 juin 2024.

7 sur 7 : Le changement de cap du PS à l'encontre du PTB traduit-il une prise de conscience que s'attaquer à la gauche, c'est affaiblir la gauche et que son discours sur le vote inutile... n'est pas utile ?

Jean Faniel : Avant d'aller jusque-là, je soulignerais d'abord que l'arithmétique joue son rôle à l'heure de boucler des majorités. À Molenbeek, il n'y avait pas 36 possibilités. Le PS et le PTB se sont disputé la première place et il n'y a qu'un siège d'écart au final entre les deux formations. En regard des chiffres, ce n'est pas extraordinaire d'envisager une majorité de gauche. Constat similaire à Forest, où deux tiers des voix se sont dirigées vers des listes de gauche. Dans ce cas, c'est plus compliqué de dire « on va gouverner avec les listes de centre-droit ». D'autre part, les relations sur le terrain entrent également en ligne de compte. Depuis un certain temps, dans certaines communes, pas toutes, les relations se sont améliorées entre les socialistes et leurs homologues du PTB.

À Mons, le contexte est différent. Le PS n'avait pas forcément besoin du PTB. Il jouissait d'une courte majorité de 2 sièges avec Écolo, mais c'était une coalition de perdants avec les socialistes qui avaient perdu leur majorité absolue et les écologistes qui étaient en recul. L'ouverture au PTB peut également être assimilée à une autre stratégie. Dans un an et demi, le PS aura l'opportunité d'adopter une motion de méfiance qui éjecterait le PTB de la majorité.

L'idée serait donc d'obliger le PTB à se mouiller, à se frotter à l'exercice du pouvoir et de programmer un divorce assorti du discours « on a essayé de gouverner avec ce parti, mais cela ne fonctionne pas » ?

Je ne dis pas que c'est le plan du PS, pas du tout. Il ne faut pas voir des Machiavel partout, mais ce scénario n'est pas impossible dans la mesure où on n'a pas affaire à des néophytes. Nicolas Martin et les dirigeants du PS ont bien conscience de cette opportunité. Les uns peuvent dégager, les autres se faire dégager. J'imagine que même les membres du PTB ont bien conscience que le risque existe.

À Bruxelles, par contre, la situation est différente. Vous ne pouvez pas activer ce genre de motion de méfiance et donc vous ne pouvez pas, comme ça, dégager un parti en cours de mandature. Vous pouvez seulement retirer les attributions d'un échevin s'il y a vraiment un gros problème ou un blocage.

L'heure n'est évidemment pas encore à la rupture, mais pas à l'amour fou non plus. PS et PTB s'attellent plutôt à relativiser les accords et à tempérer l'emballement médiatique.

En effet. L'un des meilleurs exemples, c'est Nicolas Martin qui n'a cessé de répéter, de manière surprenante voire presque indécente, que le PTB était son dernier choix. Son discours, c'était un peu « voici ma nouvelle fiancée, c'est la plus moche, ce n'est vraiment pas celle que je voulais ». Une rhétorique pour le moins inhabituelle entre partis.

Les partis pourraient avancer l'argument de la cohérence de gauche pour défendre les coalitions, mais ils ne semblent pas enclins à le faire. Pourquoi ?

Plus que pour défendre des coalitions locales, on peut s'étonner que cet aspect ne soit pas davantage mis en avant de manière globale. Après la défaite de la gauche en juin dernier, on aurait pu imaginer que le PS, Écolo et le PTB s'interrogent un peu sur les raisons de leur défaite. En France, avec la dissolution de l'Assemblée nationale, on a très vite vu se mettre sur pied le Nouveau Front populaire. Certes, il s'est très rapidement fracturé également, mais il y a tout de même eu une période de lune de miel qui a permis notamment de gagner contre le Rassemblement national, ce qui n'est pas rien. Ici, à aucun moment, on n'a entendu « c'est ce qu'il faudrait faire ».

Comment expliquer que cette piste ne semble même pas envisagée ?

Dans la foulée des élections de juin, on a eu l'impression que le PS avait du mal à se remettre de sa défaite, qu'Écolo était dans le trente-sixième dessous et que le PTB tentait de maquiller son recul en Wallonie par sa progression quand même importante à Bruxelles et en Flandre. Après le scrutin d'octobre, on n'a pas du tout le sentiment que ces nouvelles majorités incluant le PS et le PTB étaient concertées en amont au niveau national, ce qui tend tout de même à prouver que ce sont vraiment les réalités locales qui ont d'une certaine manière imposé le changement et poussé le PS à dire oui, sans envisager un projet plus large.

Pour preuve, ce qui se passe à la Région bruxelloise est assez frappant. La recherche d'une majorité est souvent compliquée. Mais c'est particulièrement le cas cette fois-ci. Toutefois, on pourrait avoir une majorité à six partis qui pourrait avoir une certaine cohérence sur le plan idéologique. Si vous prenez le PS, le PTB et Écolo du côté francophone, et Groen, Vooruit et la Team Fouad Ahidar du côté néerlandophone (plus l'élu néerlandophone du PTB), vous avez une majorité dans les deux groupes linguistiques.

Évidemment, de grandes interrogations entoureraient les participations du PTB et de la Team Fouad Ahidar au pouvoir. Mais Ahmed Laaouej aurait pu au moins faire planer le doute pour faire passer le message au MR et aux Engagés qu'ils ne sont pas la seule solution possible et les pousser à boucler un accord pas trop éloigné de la position du PS. Néanmoins, même dans ce cadre-là, une grande alliance de gauche n'a pas été avancée. Cela tend à prouver que les accords passés au niveau local ont été conclus du bout des lèvres quand l'arithmétique ou une forme de pression populaire (à Forest, en particulier) l'imposaient.

Le symbole d'une certaine impréparation ?

En effet, tout cela semble assez peu préparé et c'est également pour cette raison que l'on assiste à des discours axés sur l'« expérimentation » (NDLR : dans le chef de Paul Magnette) voire à des propos quasi désobligeants comme ceux de Nicolas Martin. La situation actuelle n'est pas simple à gérer pour le PS.

Le discours axé sur l'« expérimentation » ne va pas pouvoir tenir sur la durée. À l'avenir, sur quel ressort pourra miser le PS ?

Il y a un facteur sur lequel personne n'a de prise, c'est le temps. Plusieurs scénarios sont possibles. On peut imaginer que la sauce ne prenne absolument pas, que ce soit très tendu avec une possible séparation précoce par le biais d'une motion de méfiance. À l'opposé, si cela fonctionne, ils auront un bilan positif à défendre en fin de mandature, ils pourront s'appuyer sur le fait qu'ils ont pu appliquer une politique de gauche cohérente qui a tenu la route et qu'ils ont pu davantage appliquer leur programme. Dans ce cas, ils ne devront plus forcément se taper dessus dans les médias et se jeter des peaux de banane à tout bout de champ.

À mi-chemin, on peut envisager une mandature complète émaillée de quelques couacs. Là, ils auront le choix de dire « on peut quand même retenter, il y a des points positifs » ou « plus jamais avec eux ». Beaucoup de choses peuvent se passer en six ans. Actuellement, c'est difficile de savoir ce que les uns et les autres ont dans la tête. Et de quoi seront faites les circonstances.

Qu'en est-il du MR ? Les voix du PTB ne sont désormais plus « immunisées » du côté francophone. Cela peut rendre les libéraux moins indispensables dans certains cas.

C'est exact. Les votes du PTB ne sont plus inutiles, à part peut-être au niveau fédéral où il est peu probable de voir émerger une coalition avec le PTB. Cela a des implications au niveau numérique où, évidemment, le MR pourrait être rejeté plus facilement dans l'opposition puisque la porte est ouverte pour des majorités avec le PTB. C'est évidemment embêtant pour les libéraux. Cela vaut sans doute aussi pour Les Engagés ou, à Bruxelles, pour Défi.

Un deuxième aspect, plus idéologique, c'est que cette alliance permet d'ouvrir le champ des possibles sur le plan politique. Sans le PTB, le spectre est plus restreint et cela limite donc aussi le champ des prises de position, notamment sur le plan fiscal et budgétaire. Ouvrir ce champ politique et éviter qu'il dévie trop à droite après la victoire éclatante du MR et des Engagés en juin dernier permet au PS de se retrouver moins isolé à gauche.

Une « clause anti-PTB » initiée par le MR et Les Engagés a été acceptée par le PS à la province de Liège. Cela marque-t-il une division au sein du Parti socialiste sur la question des alliances avec le PTB ?

Là encore, les circonstances locales semblent avoir joué un grand rôle. On avait l'impression que Frédéric Daerden (NDLR : le président de la fédération liégeoise du PS et bourgmestre de Herstal) était le plus enclin à accepter des alliances avec le PTB. En tout cas davantage qu'Ahmed Laaouej. Finalement, ce dernier, patron de la fédération bruxelloise, a dit en substance « ils font ce qu'ils veulent au niveau local, moi je ne me mêle pas de ça », alors que le leader socialiste liégeois semble avoir accepté la clause anti-PTB pour l'ensemble des communes de la province. Je pense que le PS liégeois a plié car il était en situation de faiblesse au niveau de l'institution provinciale. À Bruxelles, Ahmed Laaouej avait un peu plus de latitude puisque le MR

et Les Engagés ont besoin du PS pour former une majorité. Là encore, ce sont les chiffres qui ont fait la différence.

Cela dit, je pense que le PS liégeois s'est un peu fait rouler par le MR et Les Engagés. Sans doute que cette clause devait rester secrète, mais elle a fini par éclater au grand jour quand Maxime Prévot l'a lui-même rendue publique.

À Mons et à Forest, Écolo fait également partie des majorités. Mais l'attention médiatique semble moins focalisée sur les écologistes que sur les socialistes. Pourquoi ?

On a l'impression qu'ils ont un peu disparu des radars, qu'ils subissent les événements. Leur position par rapport à la question de cette alliance avec le PTB ne paraît pas très claire. À Molenbeek, ils ont décidé de se retirer, comme c'était déjà le cas il y a six ans. À l'époque, ce n'était pas le fait de s'allier au PTB qui posait problème, mais les conditions de la négociation. C'est peut-être une nouvelle fois le cas. À Forest, on a pu observer que cela suscitait manifestement un peu de tension, mais également un certain soutien.

Je pense que le parti est relativement partagé, mitigé quant à la possibilité de s'associer au PTB. On peut supposer qu'au niveau de la coprésidence, cela ne fait pas que des heureux. L'engagement de Samuel Cogolati vis-à-vis des Ouighours rend évidemment le rapport au PTB particulièrement compliqué.

Cet article a été publié sur : www.7sur7.be, 21 novembre 2024.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Anthony MARCOU), « Des alliances, mais pas de lune de miel : PS et PTB, des mariages forcés ? », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 21 novembre 2024, www.crisp.be.